



Journée d'études

Production et transmission des savoirs historiques
en Europe centrale et orientale

Le 14 juin 2019, EHESS

Salle 1, 105 boulevard Raspail, Paris

Dès 1989, les transformations en Europe centrale et orientale se sont accompagnées de politiques mémorielles, appelées aussi « politiques historiques », dont l'objectif initial était de rompre avec des narrations instrumentalisées de l'histoire. Ces préoccupations symboliques visaient des besoins de réconciliation, demandes de reconnaissance symbolique des minorités et nécessité de remédier aux occultations historiques caractéristiques de la période communiste. L'enjeu est alors l'imposition de nouvelles constructions nationales et la revendication d'une « histoire vraie ».

Elles se sont traduites par des dispositifs divers dans le domaine des politiques publiques : lois, commissions, musées, monuments, enseignement scolaire, institutions spécifiques aux activités hybrides mêlant recherche, éducation et poursuites judiciaires. L'ensemble de ces dispositifs est chargé d'une forte dimension pédagogique qui se déploie en direction de l'école mais également dans des cadres extra-scolaires. Nous retiendrons donc volontairement une définition large de l'éducation à l'histoire, entendue comme une catégorie d'intervention publique visant à la production et à la diffusion d'un récit historique dans un but pédagogique et normatif.

À travers cette journée d'études, nous souhaitons nous intéresser non pas à l'histoire savante, qui a déjà fait l'objet de nombreuses publications, mais plutôt à des récits éducatifs grands publics, produits et diffusés via le monde scolaire, les musées, les expositions itinérantes et plus généralement les publications éducatives à large diffusion.

La journée d'études s'articulera autour des trois axes suivants :

1. **Les politiques d'éducation à l'histoire en tant que politiques publiques** : comment les moyens de l'État sont-ils mis au service de la promotion d'une certaine vision de l'histoire ? Sur quelles ressources (administratives, bureaucratiques, scientifiques, etc.) les promoteurs de ces politiques s'appuient-ils ? Ces politiques sont-elles stables dans le temps, ou bien sont-elles susceptibles de changer en fonction des alternances politiques ?
2. **La dimension transnationale des politiques étudiées** : en quoi les cas nationaux étudiés font-ils référence à d'autres contextes nationaux, comme modèles ou bien repoussoirs ? Des acteurs étrangers concourent-ils à l'élaboration des politiques d'éducation à l'histoire dans les cas étudiés ? Les politiques étudiées sont-elles principalement dirigées vers un public local/national, ou bien visent-elles également à diffuser certaines interprétations du passé à destination d'un public étranger ?
3. **Les pratiques éducatives et les réappropriations de ces politiques par les acteurs « de terrain »**, notamment les enseignants : comment l'enseignement de l'histoire est-il organisé dans les cas étudiés (programmes obligatoires, processus de validation des manuels scolaires, liberté de choix des manuels, etc.) ? Dans quelle mesure les enseignants s'écartent-ils des programmes et recommandations officielles ? Quels usages font-ils des manuels en classe ?

Organisateurs

Valentin Behr (post-doctorant à l'Université libre de Bruxelles, chercheur associé à SAGE)

Ewa Tartakowsky (post-doctorante à l'ISP, chercheuse associée au Centre de civilisation française et d'études francophones de l'Université de Varsovie)

En partenariat avec :

CESPRIA (UMR 8036, CNRS-EHESS)

ISP (UMR 7220, CNRS-Université Paris-Nanterre-ENS de Paris-Saclay)

SAGE (UMR 7363, CNRS-Université de Strasbourg)

GDR 3607 « Connaissance de l'Europe médiane »

PROGRAMME

9h15 : Accueil

9h45 : Introduction : Valentin Behr et Ewa Tartakowsky

10h00-12h00 – LA FABRIQUE TRANSNATIONALE DES SAVOIRS HISTORIQUES.

Présidence : Jean-Charles Szurek (CNRS, ISP)

Emmanuelle Hébert (Université de Namur) : *Le manuel scolaire polono-allemand, révélateur d'une politique de réconciliation ?*

Muriel Blaive (EURIAS, Université de Vienne) : *Le passé communiste dans les débats tchèques : entre spécificités nationales et contexte international de criminalisation.*

Anemona Constantin (ISP, Université Paris Nanterre, Université de Bucarest) : *De l'histoire du communisme à l'éducation civique. Le cas de l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain.*

Discutant : Sébastien Ledoux (Université Paris 1, Sciences Po)

12h00-13h00 – Pause déjeuner

13h00-15h30 – POLITIQUES PUBLIQUES D'ÉDUCATION À L'HISTOIRE.

Présidence : David Schreiber (GEHM, CNRS-EHESS)

Paul Gradwohl (Université de Lorraine) : *Construire la communauté nationale par l'histoire : un rêve réalisé en Hongrie et en Pologne ?*

Edina Komuves (Université de Budapest) : *La persistance du roman des origines : l'enseignement de l'histoire en Hongrie dans une perspective de longue durée.*

Anna Zadora (SAGE) : *La construction d'une identité nationale à travers les manuels scolaires : le cas de la Biélorussie.*

Valentin Behr (Université libre de Bruxelles, SAGE) : *Éducation, soft power ou propagande ? La « politique historique » et la promotion du « point de vue polonais ».*

Discutant : Marc Olivier Baruch (GEHM, CNRS-EHESS)

15h30-16h00 : Pause-café

16h00-18h00 – LA TRANSMISSION DES SAVOIRS HISTORIQUES AU CONCRET : PRATIQUES ET RÉCEPTIONS.

Présidence : Frédéric Zalewski (Université Paris-Nanterre, ISP)

Katalin Törley, professeure de français au lycée Kölcsey Ferenc de Budapest, représentante du mouvement protestataire « Tanítanék » (J'enseignerais) : *Les enseignants hongrois face aux réformes scolaires du gouvernement Orban.*

Olga Konkka (Université Bordeaux Montaigne) : *Les musées scolaires en Russie : entre les politiques historiques de l'État et les pratiques sur le terrain.*

Ewa Tartakowsky (ISP, CCFEF) : *Histoire des Juifs en Pologne : interprétations, appropriations, transmissions scolaires.*

Discutant : Emmanuel Saint-Fuscien (CESPRA, EHESS)
